

Le changement climatique et son « atténuation »

entreleslignesentrelesmots.blog/2019/09/20/le-changement-climatique-et-son-attenuation

Michael Roberts, 20 septembre 2019

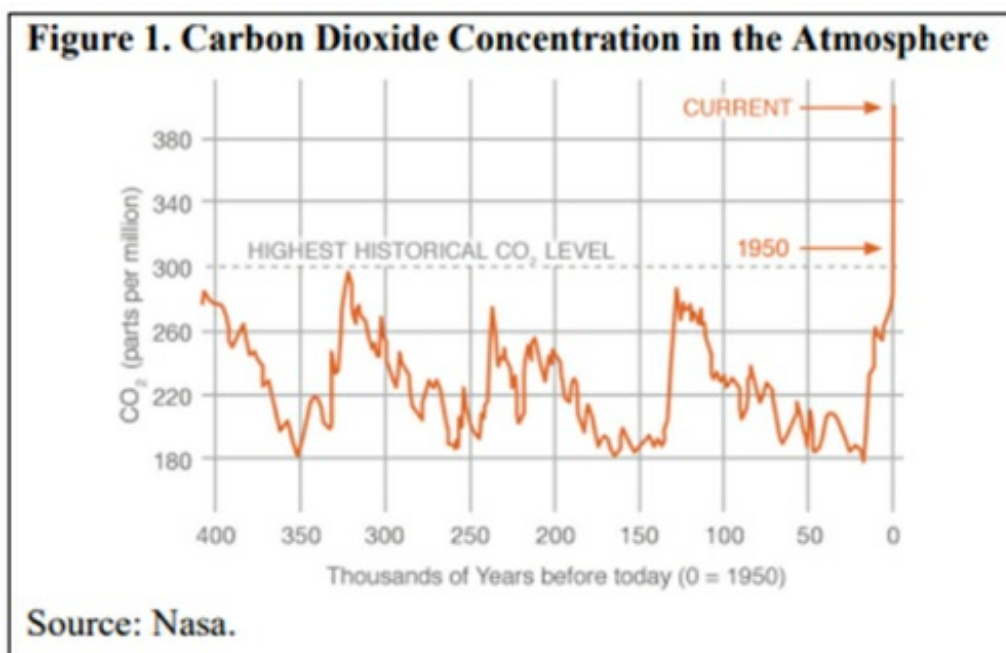
20 septembre
2019

Le FMI a publié un nouveau document sur les changements climatiques et sur les instruments politiques disponibles pour y faire face.

J'écris ce texte depuis le Brésil, où les incendies en Amazonie font rage et où le gouvernement Bolsonaro ignore cette catastrophe et l'accueille même comme un moyen de défricher la terre pour plus de production agricole par de grandes entreprises nationales et étrangères. Bolsonaro, Trump et d'autres « populistes » de droite nient bien sûr qu'il existe un problème lié au réchauffement planétaire et au changement climatique. Et je sais qu'il y en a même à gauche dans le mouvement syndical qui sont sceptiques au moins ou qui nient catégoriquement, affirmant qu'il s'agit soit d'une erreur scientifique, soit d'une conspiration de l'establishment scientifique pour des subventions et des carrières [voir sur [les positions progressistes de divers syndicats le texte publié sur ce site en date du 3 septembre](#)].

Eh bien, tout ce que je peux dire à ce sujet, c'est que les preuves restent extrêmement convaincantes que la terre se réchauffe à des niveaux jamais vus dans l'histoire de l'humanité ; que ce réchauffement climatique est causé par de fortes augmentations des « gaz à effet de serre » comme le dioxyde de carbone et le méthane ; et que ces augmentations sont dues à l'industrialisation et à la croissance économique utilisant les énergies fossiles.

Voici le graphique sur les émissions de carbone donné par la NASA tel que publié dans le document du FMI.



Et comme l'indique le document du FMI : « Le changement climatique affecte les résultats économiques par de multiples canaux. La hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans, l'évolution des régimes pluviométriques et les événements extrêmes (inondations, sécheresses, vagues de chaleur, incendies de forêt) affectent l'économie dans de multiples dimensions, notamment par la destruction de la richesse, la réduction et la volatilité des revenus et de la croissance (Deryugina et Hsiang 2014, Mersch 2018) et touche la distribution des revenus et de la richesse (FMI 2017, Bathiany et al. 2018, Laubier-Longuet Marx et al. 2019, Pigato, ed. 2019) ».

Le FMI poursuit : « Le consensus général dans la littérature est que les dommages prévus causés par un changement climatique non atténué seront élevés et que la probabilité d'événements catastrophiques à risques extrêmes n'est pas négligeable ». Et : « Les économistes et les scientifiques s'accordent de plus en plus à reconnaître que les risques extrêmes sont concrets et que les risques catastrophiques et irréversibles augmentent, ce qui implique des coûts potentiellement infinis induits par les changements climatiques non atténués, y compris, à l'extrême, l'extinction humaine (voir, par exemple, Weitzman 2009). »

Vous pensez peut-être que c'est alarmiste et exagéré. Mais que se passe-t-il si vous vous trompez et que les « risques extrêmes » dans la distribution normale des probabilités sont plus importants que vous ne le pensez ? Pouvez-vous prendre le risque que tout ira bien ?

Supposons donc que la science a raison et que les conséquences sont potentiellement catastrophiques pour la terre, les conditions de vie et le bien-être des humains. Que peut-on faire pour en atténuer les effets ou pour stopper toute nouvelle augmentation du réchauffement de la planète ?

L'économie dominante suit la complaisance. William Nordhaus et Paul Romer ont remporté le Prix Nobel d'économie [en fait de la Banque centrale de Suède], pour leur contribution à l'analyse et aux projections économiques du changement climatique. En utilisant des « modèles d'évaluation intégrée » (MEI), W. Nordhaus a affirmé qu'il pouvait faire des arbitrages précis entre une croissance économique plus faible et un changement climatique plus faible, tout en soulignant l'importance cruciale du taux d'escompte social [qui dépend de la répartition des coûts et des bénéfices entre les individus] et des micro-estimations du coût de l'ajustement au changement climatique. Et ses résultats ont montré que les choses ne seraient pas si mal même si le réchauffement climatique s'accélérait bien au-delà des prévisions actuelles.

Cette approche néoclassique de la comptabilité de la croissance est cependant entachée d'imperfections. Et l'économiste hétérodoxe Steve Keen [voir son ouvrage *L'imposture économique*, publié en 2017, Editions de l'Atelier], entre autres, a fait un travail de démystification efficace sur les prévisions du lauréat du Prix Nobel. « Si les prédictions de la fonction de dommages [liant, selon lui, variation de température et de précipitation avec la perte de PIB potentiel] de Nordhaus étaient vraies, alors tout le monde – y compris les croyants au changement climatique Climate Change Believers – CCB) –

devrait se détendre. Une chute de 8,5% du PIB est deux fois plus grave que la « Grande Récession », comme les Américains nomment la crise de 2008, qui a réduit le PIB réel de 4,2% du pic au point le plus bas. Mais cela s'est produit en un peu moins de deux ans, de sorte que la baisse annuelle du PIB a été très sensible (2%). Le déclin de 8,5% que Nordhaus prévoit à partir d'une augmentation de 6 degrés de la température moyenne mondiale (ici, les CCD – Climate Change Disbelievers – devront reconnaître que l'AGW – Anthropogenic Global Warning – est réelle) prendrait 130 ans si rien n'était fait pour atténuer le changement climatique, selon le modèle de Nordhaus (voir graphique). Répartie sur plus d'un siècle, cette baisse de 8,5% se traduirait par un recul de la croissance du PIB inférieur à 0,1% par an.»

L'autre lauréat du Prix Nobel, Paul Romer, est également un « optimiste climatique ». Fondateur de ce qu'on appelle la « croissance endogène », c'est-à-dire que la croissance conduit à plus d'inventions et que plus d'inventions conduisent à plus de croissance d'une manière capitaliste harmonieuse, Romer estime qu'assurer une croissance plus rapide apportera des solutions innovantes pour arrêter le réchauffement planétaire et le changement climatique. M. Romer préconise la création de « villes à charte » dans le tiers-monde où des parties d'un pays existant sont transférées à un autre pays plus stable et plus prospère, ce qui accélérerait la croissance par l'innovation. Son modèle préféré était Hongkong ! [D'aucuns ont souligné la dimension néocoloniale de cette approche.]

Le document du FMI note avec tristesse que les « solutions propres au marché » pour atténuer le réchauffement climatique ne fonctionnent pas. C'est parce que les entreprises et les pays espèrent que quelqu'un d'autre réglera le problème et qu'ils n'ont pas besoin de dépenser quoi que ce soit pour le régler ; ou parce que les entreprises et les Etats ne pensent jamais à long terme et ne s'intéressent qu'à ce qui va se passer dans un, trois ou cinq ans, pas cinquante ans ou un siècle. Mais surtout, les solutions du marché ne fonctionnent pas parce que, pour les entreprises capitalistes, il n'est tout simplement pas rentable d'investir dans l'atténuation du changement climatique : « L'investissement privé dans le capital productif et l'infrastructure est confronté à des coûts initiaux élevés et à d'importantes incertitudes qui ne peuvent pas toujours être évaluées. Les investissements pour la transition vers une économie à faible émission de carbone sont en outre exposés à d'importants risques politiques, à l'illiquidité et à des rendements incertains, en fonction des approches politiques de l'atténuation et des progrès technologiques imprévisibles. »

En effet : « L'écart important entre le rendement privé et le rendement social des investissements à faible intensité de carbone devrait persister à l'avenir, car les voies futures de la taxation et de la tarification du carbone sont très incertaines, notamment pour des raisons d'économie politique. Cela signifie qu'il n'y a pas seulement un marché manquant pour l'atténuation actuelle du changement climatique car les émissions de carbone ne sont actuellement pas tarifées, mais aussi des marchés manquants pour

l'atténuation future, ce qui est pertinent pour le rendement des investissements privés dans les futures technologies, infrastructures et capitaux d'atténuation climatique ». En d'autres termes, il n'est pas rentable de faire quoi que ce soit d'important.

Le FMI dresse ensuite la liste des diverses mesures de politique monétaire et budgétaire des gouvernements qui pourraient être utilisées pour atténuer les changements climatiques. Elles se résument à des mesures d'incitation au crédit aux entreprises ou à l'émission d'« obligations vertes » pour tenter de financer des projets d'atténuation du changement climatique. Ensuite, il examine quelles politiques budgétaires pourraient être appliquées, par exemple l'investissement du gouvernement dans des projets verts ou les taxes sur les émissions de carbone, etc.

Quelles sont les conclusions du FMI sur l'efficacité de ces politiques ? « L'ajout de l'atténuation du changement climatique comme objectif dans la politique macroéconomique soulève des questions sur l'affectation des politiques et les interactions avec d'autres objectifs stratégiques tels que la stabilité financière, la stabilisation du cycle économique et la stabilité des prix. Les considérations d'économie politique compliquent ces questions. La littérature ne fournit pas encore de réponses ». En d'autres termes, ils voient tellement de complications dans l'utilisation des outils politiques traditionnels dans le cadre du mode de production capitaliste à but lucratif qu'ils n'ont pas de réponses. En effet, comment peut-on éviter la menace de catastrophes si l'accumulation capitaliste à but lucratif doit se poursuivre ?

Aujourd'hui, certains à gauche affirment que la réponse est de mettre fin à la « mentalité de croissance » dans le capitalisme. Le simple fait de labourer pour produire aveuglément et gaspiller davantage assurera le désastre. Il s'agit de l'option « sans croissance ». Et il est incontestablement vrai que lorsque les économies connaissent une accélération de la croissance et de la production industrielle, basée sur l'énergie fossile, les émissions de carbone augmentent également inexorablement. José A. Tapia Granados, économiste marxiste aux Etats-Unis [Drexel University], a produit des preuves empiriques solides de la corrélation entre la croissance économique et les émissions de carbone. En effet, chaque fois qu'il y a une récession comme en 2008-2009, la croissance des émissions de carbone diminue.

Tapia souligne que « l'évolution des émissions de CO2 et de l'économie au cours du dernier demi-siècle ne laisse aucune place au doute que les émissions sont directement liées à la croissance économique. Les seules périodes au cours desquelles les émissions de gaz à effet de serre qui détruisent la stabilité du climat de la Terre ont diminué furent les années où l'économie mondiale a cessé de croître et s'est contractée, c'est-à-dire pendant les crises économiques. Du point de vue du changement climatique, les crises économiques sont une bénédiction, tandis que la prospérité économique est un fléau ». Voir sa contribution intitulée: « *Inexorable march toward utter climate disaster?* » (septembre 2018).

Une littérature abondante plaide en faveur de l'adoption de cette option de non-croissance par des secteurs du mouvement syndical et des socialistes à l'échelle mondiale. Mais la réponse peut-elle être pas de croissance, alors que trois milliards de personnes vivent dans une pauvreté extrême et que, même dans les économies capitalistes les plus avancées, la stagnation de l'économie entraînerait une baisse du niveau de vie et une détérioration pour les autres ? Au lieu de cela, ne pouvons-nous pas atténuer le changement climatique et les catastrophes environnementales, et même inverser le processus en mettant fin au mode de production capitaliste ? Ensuite, dans le cadre d'une planification mondiale démocratique des ressources communes du monde, nous pouvons éliminer progressivement l'énergie fossile tout en continuant d'accroître la production pour répondre aux besoins d'un grand nombre de personnes. Est-ce une utopie ou une possibilité pratique ?

Je ne vais pas expliquer comment cela peut être fait parce que je pense que Richard Smith a exposé le comment dans une série d'articles détaillés [auteur de *Green Capitalism. The God that Failed*, 2016, et de *China's Communist-Capitalist ecological apocalypse*, contribution dans le cadre de l'Institute for Policy Research and Development, Londres]. Comme il le dit, ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de « pas de croissance », mais d'« écosocialisme ». Il ne s'agit pas d'un choix entre le réchauffement de la planète et la récession ainsi que la dépression « sans croissance » pour des milliards de personnes, mais entre la catastrophe de la production capitaliste ou la planification socialiste. Le capitalisme vert ne fonctionnera pas, comme l'indique le document du FMI, et un Green New Deal ne suffira pas si le mode de production capitaliste mû par le profit domine toujours. Mais dans le cadre d'une planification démocratique, nous pouvons contrôler la consommation inutile et restituer les ressources à l'environnement de manière à maintenir la planète, les êtres humains et la nature aussi équilibrés que possible. Nous pouvons « innover », créer de nouvelles choses, tout en équilibrant nos inputs et outputs écologiques. C'est une possibilité pratique, mais le temps presse.

Michael Roberts

Article publié sur le blog de l'auteur en septembre 2019 ; traduction rédaction *A l'Encontre*

<http://alencontre.org/ecologie/le-changement-climatique-et-son-attenuation.html>